

# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#20

MAI  
2012

# SARKOZY VIRÉ ! FINISSONS EN AVEC

# SA POLITIQUE !



## ET MAINTENANT, QUEL CHANGEMENT ?

**A**h quand même, ça valait le coup de regarder la télé le soir du 6 mai ! La tronche de Sarkozy ! Et son discours d'adieux ! Entre le « Je vous demande de vous arrêter » de Balladur et le « J'en tire les conséquences en me retirant définitivement de la vie politique » de Jospin... Un discours qu'il a du ré-expliquer aux responsables de l'UMP le lendemain, car visiblement ils n'avaient pas compris. Il n'y a pas de miracle. Quand on est à l'UMP, on a besoin de temps pour comprendre les choses simples.

Alors à quoi ressemble notre « monde d'après » ? Les oiseaux gazouillent-ils plus fort ? Les fleurs ont-elles plus de couleurs ? Le taux de chômage fait-il une cure de minceur ? Nos contrats précaires se sont-ils transformés dans la nuit du 6 au 7 mai en CDI à plein temps, à 1700 euros nets ? Avons-nous reçu

nos allocations d'autonomie ? De nouveaux profs sont-ils venus dans nos classes pour décharger les effectifs actuels ?

Quoi ? Le changement, c'était pas censé être maintenant ? Les marchés financiers n'ont peut-être pas été prévenus ! Ni les agences de notation, ni le MEDEF, ni Liliane Bettencourt (mais elle, a-t-elle au moins été prévenue de quoi que ce soit ces dernières années ?) ! Vite, allons leur dire ! Désormais, ce n'est plus comme hier. Ils ne feront plus la loi, c'est sûr !

À moins que... Peut-être aurait-on cherché à nous mentir ? Peut-être que, finalement, la propriété privée, le pouvoir d'une minorité de banquiers et d'actionnaires, tout cela n'a pas été aboli. Peut-être même que François Hollande et le Parti socialiste n'ont pas

l'intention de s'en prendre à eux. Après tout, ils nous avaient envoyé des signes. Le candidat-pas-encore-élu l'avait bien dit à Londres : « La gauche a été au pouvoir pendant quinze années, durant ce laps de temps nous avons libéralisé l'économie et ouvert l'économie à la finance et beaucoup privatisé. Il n'y a pas de raisons d'avoir peur. »

Pas de raison d'avoir peur ? Pour les capitalistes, sûrement. Pour nous, si !

Alors ne lâchons rien, surtout pas les semelles de Hollande. Face à l'austérité qu'il nous prépare, préparons-nous à mener la lutte. Les vrais dirigeants, ceux qui ne sont pas élus, ne comprendront qu'un seul langage : le rapport de forces.



**NPA  
JEUNES**

# Contre la troïka impérialiste et l'austérité, manifestons à Francfort !

La conférence européenne contre l'austérité, regroupement de partis politiques, syndicats et associations, appelle à manifester le 19 mai à Francfort devant le siège de la Banque Centrale Européenne (BCE) contre les coupes budgétaires, les privatisations, les baisses des salaires, les suppressions d'aides sociales, etc..

En clair : contre la politique suivie par la troïka impérialiste (UE, FMI, BCE) contre les peuples d'Europe, notamment ceux d'Espagne, de Grèce, du Portugal, d'Irlande....

## Partout en Europe : austérité, démantèlement des acquis

L'Espagne s'est à nouveau mobilisée en masse le week-end du 29 avril contre les réformes de la santé et l'éducation du gouvernement conservateur. Fini les médicaments gratuits pour les vieux ! Maintenant il faut passer à la caisse. Les frais d'inscriptions à l'université vont augmenter de 50% (passant de 1000 à 1500€). Le nombre d'élèves par classe va augmenter de 20%. Alors que des établissements scolaires n'arrivent déjà pas à payer l'électricité et le gaz.

En Grèce, les salaires ainsi que le SMIC baissent de 20 à 25% dans le public comme dans le privé, ainsi que les retraites. Le pays va supprimer à tour de bras des postes dans la fonction publique. En 2012, 15 000 suppressions

de postes sont prévues. Mais le chiffre visé est 150 000 en 2015 !

En France, après une pause durant les échéances présidentielles, l'austérité nous attend au tournant...

## Prochaine étape de mobilisation : contre le pacte budgétaire européen

A l'heure de la crise de la dette, les dirigeants européens font tout pour remettre les dettes des pays à des niveaux acceptables pour les marchés financiers. C'est à ça que sert le TSCG (Traité de Stabilité, de Coordination et de Gouvernance). Il s'agit d'inscrire dans les constitutions nationales de chaque pays une « règle d'or » qui vise à moyen terme (2 à 3 ans) un déficit public maximal de 0,5% du PIB. En gros un encadrement drastique des dépenses de l'Etat, soit des coupes budgétaires absolument titanesques.

En France, cela signifierait que le déficit annuel ne pourrait dépasser les 10 milliards d'euros. Il est actuellement d'environ 90 milliards. Il faudrait donc amputer le budget de l'État de près de 80 milliards. Une saignée insupportable dans les services publics. Par comparaison, le premier poste budgétaire du pays est l'éducation dont le budget annuel est de plus de 50 milliards d'euros...

Voté le 2 mars à Bruxelles par les chefs d'Etats européens, ce pacte budgétaire doit désormais être ratifié au niveau national. Au Portugal, un accord entre le PS et la droite au pouvoir a permis cette ratification – idem en Grèce.

En France, Hollande a fait campagne pour une « renégociation ». Il s'agirait de compléter le Traité par un « document sur la croissance, rien de plus. Un compromis avec Angela Merkel semble se dessiner sur ce terrain, ouvrant la voie à la ratification du traité par le parlement français sans remettre en cause son contenu initial.

Il est donc important d'organiser la bataille contre ce pacte budgétaire. Sa ratification devrait s'effectuer au mois de juin lors d'une session parlementaire. D'ici là, nous devons nous mobiliser. A Francfort, en dénonçant la BCE, nous mettrons en accusation les donneurs d'ordre de ce pacte, ceux qui sont prêts à démanteler un acquis social après l'autre pour sauvegarder les bénéfices des banquiers, du Capital en général.

Francfort sera donc un moment de la mobilisation à venir contre la ratification du TSCG, d'une mobilisation que nous voulons la plus unitaire possible.

## Contre l'Union Européenne des capitalistes !

Le TSCG est le dernier avatar de cette Union Européenne qui se construit

traité après traité : une gigantesque machine à démanteler et niveler les acquis sociaux par le bas. Depuis le traité de Rome en 1957 interdisant les nationalisations et les subventions aux services publics, les autres traités n'ont fait qu'accroître, compléter les politiques libérales et antisociales. Ainsi la lutte contre le pacte budgétaire est inséparable de celle contre les précédents traités de Maastricht, Lisbonne...

C'est toute la « construction européenne » capitaliste qui est en cause. Il n'y a pas de politique sociale

envisageable dans le cadre actuel ! C'est donc bien la rupture complète avec les traités constitutifs et les institutions européennes existantes qui permettra de construire notre projet internationaliste, celui d'une Europe débarrassée du capitalisme, une Europe des travailleurs.

Frédéric (Comité Créteil fac)



BLOCKUPY FRANKFURT

16.-19. Mai  
europäische  
Aktionstage



## « Arrêtez les voleurs ! »

Un mouvement de protestation d'ampleur se prépare en République Tchèque. Le pays a connu une mobilisation sans précédent le 21 avril dernier dans la capitale Prague où une manifestation anti austérité et anti gouvernement a rassemblé plus de 90 000 personnes. Cette manifestation était marquée par la forte présence d'étudiants et de retraités. Le pays n'avait pas connu de manifestations aussi massives depuis 1989 et la fin du régime communiste.

La République Tchèque est touchée par la crise économique mondiale et traverse aujourd'hui une crise politique profonde. La coalition au pouvoir a éclaté récemment suite à la scission d'un des partis membres. L'actuel gouvernement de centre droit, résidu de l'ancienne coalition, veut imposer des mesures d'austérité pour réduire le déficit budgétaire de l'Etat. Pour atteindre un déficit de 2,9 % du PIB en 2013, une réduction des dépenses publiques et une augmentation

des impôts sont annoncées, à l'instar d'autres pays européens. Le gouvernement n'a pas signé le traité budgétaire européen mais le pays est en crise : les effets des coupes budgétaires et de la hausse des prix alarment la population. Le Premier ministre Petr Nečas vient d'obtenir la confiance du parlement, alors que partout dans le pays les tchèques désavouent un gouvernement emmaillé par des scandales et des affaires de corruption. Les slogans scandés dans

les manifestations du 21 avril n'étaient autres que « Arrêtez les voleurs ! » et « A bas le gouvernement ! ».

Une fois de plus, un gouvernement tente de faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs. Les syndicats tchèques organisent un mouvement de contestation du pouvoir en place et des mesures d'austérité. Cette mobilisation débutera par une action le 22 mai prochain autour d'une plateforme regroupant des initiatives civiques

intitulée « Stop au gouvernement ». La possibilité d'un mouvement de grève générale est envisagée dans les prochaines semaines. **A Prague comme ailleurs, nous ne paierons pas leur crise !**

Irène (Comité jeunes Censier)

## Le « Printemps érable » des étudiants québécois

Depuis la mi-février, le Québec connaît le mouvement étudiant le plus important de son histoire contre le projet du gouvernement de tripler les frais de scolarité d'ici cinq ans (de 2 168 à 3 793 dollars par an).

Plus de 200 000 personnes ont participé aux manifestations de mars. Fin avril, alors que le mouvement durait depuis plus de 10 semaines, les grévistes étaient toujours aux alentours de 180 000 (sur 450 000 étudiants au Québec).

## Mépris et violence du gouvernement

Le 20 avril, Charest, Premier ministre du Québec, s'est ouvertement moqué des centaines de milliers de grévistes en annonçant devant des

chefs d'entreprises qu'il allait proposer aux manifestants un job dans les mines du nord...

Des propos qui font d'autant moins sourire que ce mépris affiché de la classe dirigeante s'accompagne d'une répression féroce. A chaque manifestation, on compte les arrestations par centaines. Mais l'intimidation ne s'arrête pas là.

## Présence de forces l'ordre au sein même des universités

L'université de Montréal fait appel depuis la mi-avril à des agents de sécurité privés qui patrouillent, matraque à la taille, et entrent dans les salles de cours pour vérifier l'identité des étudiants et forcer les professeurs à faire cours.

Malgré ces intimidations, le mouvement continue. D'autant plus que Charest a osé proposer le 27 avril... une hausse plus importante encore des frais de scolarité mais étalée sur sept ans ! Cette « offre » a été rejetée par toutes les organisations étudiantes, qui demandent pour l'instant à revenir au gel des frais de scolarité.

## Une urgence : la gratuité scolaire !

La lutte continue car les étudiants refusent de continuer à s'endetter pour financer leurs études, ce qui est le cas de 60% d'entre eux. 80% des étudiants travaillent et plus de 50% vivent en dessous du seuil de pauvreté. De nombreux manifestants réclament donc un accès gratuit à l'éducation.

Mais les revendications du mouvement ne s'arrêtent pas à l'éducation. C'est toute la politique du libéral Jean Charest qui est contestée. Le manifeste du mouvement, héritier des Indignés du monde entier, conteste notamment la politique de soutien aux compagnies minières, pétrolières et gazières destructrices de l'environnement, la participation du Canada aux guerres impérialistes, les délocalisations ravageuses pour l'emploi.

Il s'agit bien de choix politiques : il faut prendre l'argent là où il est et s'en servir pour financer les besoins de la population, non ceux des grands groupes capitalistes.

# 17 mai : journée internationale contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie

## L'homophobie tue !

L'homosexualité est encore illégale dans plus de 80 pays, entraînant des peines très lourdes de prison voire la peine de mort. En France, sous une tolérance de façade, l'homophobie reste très présente que cela soit sous forme d'injures ou de moqueries ou plus grave sous forme d'attaques physiques violentes voir meurtrières. Ainsi, 85% des gays et lesbiennes déclarent avoir ressenti une homophobie implicite au travail, et 50% avoir subi une agression homophobe verbale.

Chez les jeunes, l'homosexualité et la transidentité peuvent également être très dures à vivre. D'abord puisque ce sont des sujets dont on ne parle souvent que de manière très caricaturale, en cours, à la télé, au cinéma ou dans les livres. Les jeunes n'ont autour d'eux que des images de couples hétéros, qui sont montrés comme la norme. Les jeunes qui ne s'y reconnaissent pas sont rejeté-e-s et maltraité-e-s, ainsi on estime que plus d'un sur quatre jeunes homo et/ou trans tente de se suicider. Les insultes, les agressions sont fréquentes et bien souvent passées sous silence. C'est pourquoi nous voulons pour une éducation non hétéro-sexiste et des cours sur le genre. Le rejet par la famille est également très fréquent. C'est pourquoi nous

exigeons une allocation d'autonomie, pour que tous les jeunes puissent vivre comme elles/ ils veulent sans dépendre de leurs parents, ainsi que le développement d'espaces réservés aux LGBTI, notamment en Province (maisons d'accueils, bars...).

## La famille, maintien de l'ordre établi

Les 48% des partis de droite et les 20% du FN au premier tour des élections présidentielles nous inquiètent car ces partis ne lâcheront aucun droit et pire, ils stigmatisent les gays, les lesbiennes, les transexuelLES et les transgenres comme on a pu l'entendre dans les médias. Aux questions sur l'homosexualité, ils répondent que cela appartient au domaine privé. Or, les mariages hétéros sont célébrés publiquement et donnent même accès à de nombreux droits. Cela montre bien que la sexualité est politique. La famille « classique » est « l'institution socio-économique fondamentale pour la reproduction, d'une génération à l'autre, des divisions de la société en classes ». C'est un lieu de reproduction de l'ordre établi, par la façon dont sont éduqués les enfants, la façon dont les rôles sont partagés de manière pseudo-« naturelle » entre l'homme et la femme. La norme hétérosexuelle

permet de reproduire un même type de cellule familiale et un même type de société, le même ordre établi. Dans ce système, quand on naît dans une famille pauvre, on a toutes les chances de rester pauvre soi-même. Sortir de la norme hétérosexuelle peut déstabiliser ce système, c'est pourquoi la stigmatisation des « déviants » est si forte.

## Pourquoi la crise attise les haines

Les préjugés homophobes, lesbophobes, transphobes sont bien ancrés dans la société mais ne viennent pas de nulle part. Nous vivons dans un monde où les inégalités de richesses sont criantes, où depuis des siècles la population se révolte régulièrement. Le vrai problème qui se pose à 99% de la population est celui de la répartition des richesses. La classe des 1% qui détient le pouvoir a compris depuis longtemps une leçon très simple : diviser pour mieux régner. Nous sommes donc éduqué-e-s dans un système où les discriminations sont très nombreuses : sexisme, racisme, homophobie... Avec la crise, il est encore plus apparent que ce système fonctionne scandaleusement au profit d'une poignée de possédants. Il est donc urgent pour la classe dominante de nous empêcher de comprendre

que nous sommes plus forts qu'eux, que si nous sommes solidaires, nous pouvons reprendre ce qu'ils nous ont volé. C'est pour cela que les idées de division et de haine, racisme, sexisme, homophobie, sont de retour en force.

## Pour l'égalité totale des droits !

Une égalité des droits au mariage et à l'adoption, comme l'a promis Hollande, ne suffirait pas. Il faudra lutter afin d'obtenir le droit d'asile pour tous les LGBTI persécuté-e-s, la dépsychatisation des transidentités, l'arrêt des mutilations sur les intersexes, la reconnaissance de la transphobie comme discrimination, l'accès libre et gratuit à tous les moyens de protection et de contraception...

Pour l'émancipation de tou-te-s, il ne suffira pas d'abattre les normes hétérosexistes. Le seul moyen pour que chacun-e soit libre est de commencer par répartir les richesses de manière totalement différente et enfin équitable. Une vraie révolution sexuelle ne sera possible qu'avec une révolution socialiste, et inversement. Il nous revient de combiner la lutte pour l'égalité totale des droits pour les lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes avec la lutte globale contre

le capitalisme et pour construire une nouvelle société sans oppressions et sans exploitation.

Pour revendiquer l'égalité totale des droits et lutter contre l'oppression, nous participerons aux Marches des Fiertés. Pour lutter contre l'exploitation, contre le vol des richesses que nous produisons qui vont gonfler les profits au lieu de gonfler nos salaires, nous tentons d'organiser la riposte dans la rue contre l'austérité.

**Caroline (Comité jeunes 92 nord) et Cécile (Comité jeunes Paris 8)**

## Marches des Fiertés 2012 :

- 12 mai : Angers
- 26 mai : Tours
- 2 juin : Lille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes
- 9 juin : Rennes
- 16 juin : Biarritz, Lyon, Nice, Strasbourg, Toulouse
- 23 juin : Auxerre, Caen
- 30 juin : Paris
- 7 juillet : Le Mans, Marseille
- Chartres début mai et Rouen en juin

## Selon le Conseil constitutionnel « le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle » n'est pas suffisamment clair pour constituer un délit !

Vendredi 4 mai, le Conseil Constitutionnel a déclaré non conforme la loi sur le harcèlement sexuel et a choisi de l'abroger immédiatement. Cela signifie que les victimes de harcèlement sexuel n'ont plus aucun recours pour le dénoncer et que les procédures en cours sont annulées. Avec le délai de prescription de trois ans, si une loi n'est pas vite votée, il est possible que des hommes échappent à des condamnations.

Le Conseil Constitutionnel adresse un message d'impunité totale à tous les harceleurs sexuels en France ; alors même que la loi abrogée ménageait déjà largement les droits des harceleurs.

L'imprécision des termes de cette loi est plus pénalisante pour les femmes souhaitant porter plainte que pour des éventuels harceleurs. Pour autant, supprimer ce délit représente une grave régression et une attaque frontale pour les droits des femmes qui sans loi n'auraient aucune chance de se défendre. Pour contrer cette décision criante d'injustice, une nouvelle loi doit être rédigée. Cette loi aurait d'ores et déjà dû être votée.

## « Est-ce qu'on peut donner la pilule à une adolescente sans demander l'avis des parents? (...) Je pense que les parents doivent être associés d'une manière ou d'une autre », Nicolas Sarkozy, le 26 avril 2012

Lors de la campagne présidentielle, Sarkozy a jugé que donner la pilule de manière gratuite et libre aux mineures était une erreur. Cette déclaration remet en cause la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse de 2001, qui garantit aux jeunes filles de moins de 18 ans de pouvoir accéder à la contraception

de manière anonyme et gratuite. Cette loi permet à toutes les mineures d'avoir accès à la contraception indépendamment des difficultés financières et du contrôle parental qui peut s'exercer sur la sexualité des jeunes. Cette déclaration n'est pas anodine. Les propos de Sarkozy remettent clairement en cause le droit à disposer de son corps pour les femmes. Mais rassurons-nous, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il arrêterait la politique s'il perdait les élections, à ce rythme-là il aurait pris sa carte au FN... Ou Marine Le Pen sa carte à l'UMP...

**Vanessa (Comité jeunes 92 nord)**

## L'immense cri de rage du peuple grec

Dimanche 6 mai, il n'y avait pas que le deuxième tour de l'élection présidentielle en France, mais aussi les élections législatives en Grèce. Dans le contexte d'austérité extrême que subit le peuple grec, avec toujours d'avantage de coupes dans les budgets publics, de chômage et de pauvreté, ces élections donnent une indication des changements politiques considérables qui sont en cours, les plus importants depuis la chute de la dictature en 1974.

## Les partis institutionnels discrédités...

Premier élément, le parti socialiste grec (PASOK) qui a mené une politique de rigueur au sein du gouvernement d'union nationale avec la droite et l'extrême droite, n'est crédité que de 13,18%. cela démontre un rejet profond de la politique qu'il a mené jusqu'à présent.

Le parti de droite Nouvelle Démocratie (ND) réalise également un score très faible, bien qu'il arrive en tête, avec 18,85%.

À l'heure où nous imprimons ce journal, nous ignorons encore si les partis élus au parlement parviendront à constituer un gouvernement. La droite et le PS grec sont trop faibles pour constituer une majorité. La situation est donc marquée par une grande instabilité politique, et par une forte polarisation à gauche comme à droite.

## La gauche radicale progresse...

### l'extrême droite aussi

Plusieurs partis de gauche profitent du discredit du PASOK. La coalition de gauche radicale SYRISA (16,78%), le Parti Communiste Grec KKE (8,48%), la Gauche Démocratique DIMAR (6,11%), ainsi que la coalition d'extrême-gauche ANTARSYA qui progresse modestement avec moins de 2%. Il s'agit d'une évolution historique.

De l'autre côté du spectre politique, il faut signaler l'arrivée au parlement avec 6,97% d'un nouveau parti d'extrême droite grec, « Aube Dorée », aux références clairement néo-nazies, dont le leader qui vient d'être élu au conseil municipal d'Athènes s'est fait remarquer en faisant un salut nazi à son arrivée au conseil.

## Le combat se poursuit contre l'austérité et la Troïka

Si cette campagne électorale a marquée une pause dans les journées de mobilisations, il est probable que celles-ci se poursuivront dans les prochaines semaines. L'enjeu est qu'elles soient suffisamment puissantes pour mettre en échec les politiques d'austérité dictées par l'UE et le FMI, pour bloquer les plans d'austérité et empêcher le paiement de la dette. Cela pose immédiatement la question du pouvoir, de qui dirige la société.

À l'hôpital de Kilkis, les salariés occupent leur lieu de travail et donnent des soins gratuits. Dans certains quartiers et villages, des comités d'habitants ont fait leur apparition. Ces embryons de contre-pouvoir et d'auto-organisation indiquent la voie à suivre pour résister face à l'offensive de la Troïka, pour faire tourner les entreprises sans les patrons et répondre aux besoins de la population.

## Dans ce numéro

**Dossier : La jeunesse emmerde le Front national !** Pages 4-5  
Un programme antisocial  
Un parti raciste  
Le Front national est sexiste et homophobe  
30 ans de politiques antisociales, 6 millions de voix pour le Front national

**Théorie : Comment vaincre le fascisme ?** Page 6

**Éducation** Page 7  
Universités : les PRES entrent en application  
Sarkozy et l'apprentissage  
L'Éducation nationale au service des riches

**Trois jours pour changer le monde** Page 8  
**Rencontres Internationales de Jeunes** Page 8

# LA JEUNESSE LE FRONT

Le vote Front National apparaît souvent comme un vote contestataire, anti-système, condamnant les politiques qui portent la responsabilité de la situation (ce que le FN appelle le « système UMPS »). Un vote qui se retrouve dans les couches populaires mais aussi chez les jeunes (19% d'après les sondages !), une nouveauté avec la candidature de Marine Le Pen. À tous ceux-là, il faut montrer ce qu'est le programme du Front national.

## Un programme antisocial

Le chômage touche 23% des actifs chez les 15-24 ans. Plus de la moitié des étudiants travaille pour financer ses études, le plus souvent au black ou dans des jobs précaires. Dans la brochure-programme de MLP, on ne trouve pourtant pas un mot sur la précarité, les conditions de travail ou les licenciements. Une seule fois les mots « chômage » et « délocalisation »... Mais seulement pour s'en prendre à l'euro !

La voilà donc qui défendrait la retraite à 60 ans... Alors qu'avant les grèves et manifestations massives pour la défendre, en 2010, le FN était encore pour le départ à 65 ans ! Il s'est empressé de retirer cela de son programme. Mais il n'en soutient pas moins l'obligation de cotiser quarante ans : qui d'entre nous pourra donc commencer à travailler à 20 ans, sans galère ni période de chômage, pour cotiser quarante ans et partir à 60 ? C'est une escroquerie. À moins de nous mettre au travail dès l'enfance ? Justement, MLP propose de « rétablir l'apprentissage à 14 ans » !

Dans ce volet « social », elle parle d'augmenter les salaires de 200 euros, mais seulement jusqu'à 1,4 fois le SMIC, et en remplaçant les cotisations sociales patronales par une taxe de 3% sur les importations. C'est donc un cadeau aux patrons, qui prive la Sécu de rentrées d'argent. C'est aussi une absurdité : aucune entreprise, aussi française soit-elle, ne peut produire en vase clos, sans importer une partie ou toutes ses matières premières. Aujourd'hui et de tout temps, les augmentations des salaires sont arrachées dans les luttes ! La grève générale de 68 avait permis d'arracher 10% d'augmentation moyenne, 35% pour le SMIC ! Ne comptons pas sur le FN : ce n'est pas contre les patrons qu'il se bat, mais contre le droit de grève et les syndicats. Il n'est jamais là dans les luttes sociales ! Depuis toujours opposé aux 35h, le FN s'est bien gardé de le clamer lors de cette campagne électorale, il a évoqué seulement une « renégociation ».

## Le FN et l'école

Le programme titre « méritocratie et discipline » ! Puis on lit : « l'école sera recentrée sur la transmission des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter » ! Un enseignement ludique, comprendre le monde, se forger un esprit critique ? Inutile pour se faire exploiter dès

14 ans ! Mais la discipline, elle, est utile : les exploités ont tendance à se révolter. Le FN qui veut diminuer les effectifs dans les services publics (et donc dans l'Éducation), propose de les augmenter seulement pour la police, les prisons, la justice et l'armée. Travaille et tais-toi !

## Le FN est sexiste et homophobe

D'ailleurs t'en penses quoi, Marine Le Pen, du droit à l'avortement ?

« Le libre choix pour les femmes doit pouvoir être aussi celui de ne pas avorter ». Comme si les femmes avortaient sous la contrainte ! Donc rien sur les fermetures de centres d'IVG ou les suppressions de subventions au planning familial, qui remettent en cause le droit des femmes à disposer de leur corps. C'est que les femmes doivent enfanter et rester à la maison : elles ne sont qu'un ventre au service de sa « politique nataliste ». Elles seraient gratifiées d'un « revenu

parental, équivalant à 80 % du SMIC » pour pouvoir « se consacrer à temps complet à l'éducation de leurs enfants ».

C'est par l'accès au travail que les femmes ont gagné de l'indépendance, et se sont dégagées de la tutelle du père ou du mari. Papa travaille, maman fait à manger, c'est la merveilleuse famille, « institution irremplaçable, cellule de base de la société ». Pas un mot sur les violences subies par nombre d'entre nous au sein de la famille, sur celles et ceux qui se retrouvent exclu-e-s pour avoir choisi un projet de vie ou professionnel,

pour vouloir assumer leur sexualité, en opposition aux schémas de leurs parents. Pour le FN, la famille « doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme en vue d'accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère ». Évidemment, MLP s'oppose « à toute demande de création d'un mariage homosexuel et/ou d'une adoption par des couples homosexuels », et ajoute que « le PACS apporte une solution suffisante ». Elle refuse donc le droit aux couples homosexuels de construire un projet de vie au même titre que les couples hétérosexuels. Elle nie l'existence des familles homoparentales. Quid de la

responsabilité des deux parents vis-à-vis de l'enfant ? De leur statut juridique en cas de séparation, ou de décès du ou de la conjoint-e ? Une injustice qui aboutit à des situations dramatiques.

Sans l'ombre d'un doute, le FN est notre ennemi. Nous serons de tous les combats antiracistes, féministe, antisexiste, pour la défense des libertés fondamentales, de l'Éducation, de toutes les sexualités, mais aussi contre le chômage et les licenciements, afin de faire barrage à ses idées rétrogrades.

Rafa, NPA de Rouen.

## Progression de l'extrême droite en Europe

En Allemagne, les néo-nazis du SPD comptent des députés dans quatre Länder (État), dont trois issus de la RDA, là où le chômage et la précarité sont au plus fort.

En Belgique, le Vlaams Belang, partisan de l'indépendance de la Flandre, est depuis 2004 la deuxième force flamande avec près de 25% des voix.

En Grande-Bretagne, où le système électoral est extrêmement défavorable aux petits partis, le British national party (BNP) a obtenu plusieurs succès locaux, notamment dans des villes ouvrières touchées par la désindustrialisation.

En Italie, la Ligue du Nord (qui demande l'indépendance de la « Padanie », la partie nord du pays) se maintient autour de 15% dans les régions où elle se présente, alors que le néo-fasciste Gianfranco Fini, ancien vice-président du Conseil des ministres, puis ministre des Affaires étrangères de Berlusconi, préside toujours la Chambre des députés.

# EMMERDE NATIONAL !

## 30 ans de politiques antisociales, 6 millions de voix pour le Front National...

**M**arine Le Pen a recueilli 6 421 426 voix le 22 avril. En 2002, il en avait fallu 4 804 713 à son père pour accéder au second tour de la présidentielle. Avec les voix obtenues par Bruno Mégret (ancien numéro deux du FN devenu dissident), l'extrême droite totalisait 5 471 739 suffrages. En dix ans, elle a donc progressé d'un million de votants. C'est le fruit de conditions politiques, économiques et sociales, initiées aussi bien par des gouvernements « de gauche » que de droite...

### À droite, montée de la démagogie xénophobe

Au-delà de son rôle assumé dans le reculs des droits sociaux, casse des services publics, du droit du travail, de la protection sociale, la droite est responsable de la montée du FN et plus généralement du racisme, pour avoir depuis trois décennies développé un discours xénophobe.

Déjà en 1980, avant la victoire de Mitterrand, la droite proclamait : « il n'est plus questions d'accueillir un seul étranger en France ». Cette offensive anti-immigrés a pris de l'ampleur au fil des années. Après cinq ans d'opposition au gouvernement de gauche, la droite (RPR-UDF) repasse au pouvoir en 1986. Charles Pasqua donne le ton de la politique du nouveau gouvernement de cohabitation, avec une loi revenant sur les droits des étrangers acquis depuis cinq ans et en accordant aux préfets un pouvoir de décision en matière d'expulsion des sans-papiers. Cette loi augmente pendant les deux ans qui suivent le nombre d'expulsions, agrémentées de petites phrases ministérielles dénonçant les « demandes abusives du droit d'asile » ou rappelant que « la loi s'applique à tous », même aux sans-papiers, pour qui on applique surtout celle de reconduite à la frontière...

En 1993, le deuxième gouvernement de cohabitation œuvrera lui aussi dans ce sens, avec notamment les lois Pasqua (facilitation des contrôles d'identité, rétention administrative de trois mois, limitation de l'accès aux visas et aux titres de séjour, interdiction du territoire pendant un an après expulsion, interdiction de regroupement familiale pour les étudiants...). Ces mesures

visent à séduire les électeurs du FN qui commence à percer, dépassant les 10% à plusieurs élections. Elles sont accompagnées de ces dérapages contrôlés, dont nous avons aujourd'hui l'habitude. À l'époque, la palme revient à Jacques Chirac, qui affirme par exemple en 1983 qu'il « n'aurai[t] pas du tout été gêné de voter pour [une] liste RPR-FN au second tour » des municipales ou discoure en 1991 sur « le bruit et l'odeur » d'« une famille [d'étrangers] avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler ».

Les deux premières années de présidence de Chirac (1995-1997, gouvernement Juppé) sont marquées par quelques nouvelles attaques contre les immigrés (lois Debré), mais surtout par de nombreuses luttes et actions de sans-papiers et d'associations de soutien. Les élections de 2002, la réélection de Chirac et l'arrivée de Sarkozy au ministère de l'intérieur marquent le début d'une nouvelle période. Après avoir réformé le droit d'asile, afin de faciliter la reconduction à la frontière des demandeurs refusés, le gouvernement s'attaque à la création d'une loi sur la « maîtrise de l'immigration », passée au parlement avec la mention « urgence déclarée », comprenant, entre autres, l'allongement de la durée de rétention, la création d'un fichier d'empreintes digitales des demandeurs de visas et le renforcement du contrôle des mariages mixtes. En 2005, le duo Villepin-Sarkozy se lance dans un croisade contre l'« immigration subie » et réclame des quotas afin d'organiser une « immigration choisie ».

La suite, en 2007, on la connaît : l'élection de Sarkozy, la création du « ministère de l'immigration et de l'identité nationale »... Ce sont les débats sur l'identité nationale puis sur la laïcité (puis finalement sur la place de l'islam en France) et le jeu des Besson, Hortefeux et Guéant à qui sortira la plus grosse lepenerie. C'est la chasse aux Rroms en août 2010, les nouvelles restrictions sur l'immigration de travail, le regroupement familial et le droit d'asile, la circulaire Guéant contre les étudiants étrangers en mai 2011.

### ... Bien initiée par la gauche

En 1981, le nouveau gouvernement PS s'ouvre à quatre ministres communistes. Cette ouverture a pour but de mettre de son côté le PCF qui ne va pas tarder à devoir cautionner les coups portés à la classe ouvrière contre ses droits et son unité.

Les premières mesures antisociales ne se font pas attendre. La politique de relance menée par le gouvernement concerne bien plus pour les profits que la consommation. Il continue à diminuer les cotisations sociales en augmentant les aides au patronat.

Même ce qui pourrait passer pour des mesures « de gauche » se révèle plus favorable à la bourgeoisie qu'à la classe ouvrière. Les nationalisations de trusts et des banques sont un cadeau sans précédent aux actionnaires. Loin de se faire exproprier, ils sont largement indemnisés par le rachat de leurs actions bien au-dessus de leur valeur. En 1982 le gouvernement décrète « illégale » l'indexation des salaires sur les prix. Même la droite n'avait pas osé ! Les salaires perdent du terrain par rapport aux prix, au plus grand bonheur du patronat.

Les travailleurs subissent la répression. Le gouvernement ne se gêne pas pour envoyer des CRS, comme en 1983 quand les ouvriers de Peugeot occupent leur usine pour lutter contre un plan de 1 900 licenciements. Pendant ce temps là, le PCF tente de jouer sur les deux tableaux. Alors que les quatre ministres communistes apportent leur soutien au plan de licenciements de 1984 dans les aciéries, Georges Marchais défile aux côtés des travailleurs en grève (et l'Huma titre : « Nous sommes au gouvernement et avec les travailleurs »...).

C'est dans cette même période que le FN grimpe en flèche dans les diverses élections. En 1974, à l'élection présidentielle, Le Pen avait obtenu 0,72% des voix. Il n'avait pas réussi à se présenter à celle de 1981. Au moment où la gauche porte les coups les plus durs, le FN crée la surprise. En juin 1984, il atteint 11% aux élections européennes (autant que le PCF !).

C'est déjà sur le thème de l'immigration que le FN mène sa campagne. Le PS n'est pas en reste. La gauche a régularisé 100 000 travailleurs immigrés en 1981. Mais avec la montée du chômage, elle a vite changé de discours. « En Italie, on distribue des documents en arabe pour expliquer aux immigrés qu'ils ont intérêt à aller en France (...). Il faut que les immigrés clandestins sachent qu'ils peuvent être expulsés. » Ces propos à la Guéant sont ceux de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur sous Mitterrand. Le PCF entraîne au passage ses militants dans une campagne sur le « produisons français », qui divise les travailleurs entre eux, faisant passer les travailleurs étrangers pour des concurrents.

Le PS et ses dirigeants ne s'arrêteront plus. Jusqu'au bout, la gauche mènera une politique toujours un peu plus xénophobe. La Première ministre Edith Cresson s'amuse ainsi à plaisanter en déclarant : « Les charters, ce sont des gens qui partent en vacances à des prix inférieurs. Là ce sera totalement gratuit et ce ne sera pas pour les vacances. »

Les sentiments et les actes racistes ne sont pas nés avec le développement de l'extrême droite lepéniste. Ces idées ont trouvé un terrain où s'exprimer avec les politiques antisociales menées depuis trente ans aussi bien par le PS (soutenu par le PCF) que par l'UMP. Les politiques antisociales sont à combattre partout et tout le temps, qu'elles soient de gauche ou de droite !

**Amandine et Gautier (Comité jeunes Caen)**

### Progression de l'extrême droite en Europe

**En Norvège, le Parti du progrès a obtenu 22% des suffrages en 2005 et en 2009. Les dernières élections s'étant déroulées quelques semaines après le massacre perpétré l'été dernier par son ancien membre Anders Behring Breivik, il a subi un net recul. Mais il y a fort à parier que celui-ci n'a été que ponctuel.**

**En Grèce, le parti Laos, qui avait pour la première fois franchi la barre des 5% en 2009, a participé au gouvernement d'union nationale entre novembre et février derniers. Le 6 mai, il a nettement reculé au profit du parti Aube dorée, ouvertement néo-nazi, qui a fait son entrée au Parlement avec près de 7% des voix.**

**L'État espagnol et le Portugal peuvent apparaître comme des exceptions. Ces pays parmi les plus touchés par la crise, ont des extrême droites très faibles. Une faiblesse à relativiser. Le Parti populaire espagnol, actuellement au pouvoir, n'en a pas l'héritage de la dictature du général Franco, dont il a recyclé un certain nombre de cadres, drainant ainsi l'électorat traditionnel de l'extrême droite. Son équivalent portugais participe à la coalition gouvernementale (11% aux législatives de 2011). Des sondages placent le dictateur Salazar comme la personnalité la plus populaire de l'histoire portugaise (40% d'opinions positives).**

# Progression de l'extrême droite : Répondre sans paniquer

La progression électorale de l'extrême droite est un phénomène européen (voir tableau et colonnes pages 4 et 5). Ces partis sont extrêmement hétérogènes : certains prônent la sortie de l'Union européenne alors que d'autres cherchent à sauver l'euro ; certains se réclament ouvertement du fascisme ou du nazisme tandis que d'autre se revendiquent du centre-droit ; certains sont les grands défenseurs de l'ordre moral, du sexisme, de l'homophobie, quand d'autres se disent au contraire « libéraux » sur les questions de société ; certains sont totalement en marge des partis institutionnels quand d'autres participent à des coalitions gouvernementales...

Le Front national français réunit des traditions, individus et courants contradictoires (anciens collabos et anciens résistants, anciens de l'Algérie française et amis de nationalistes arabes comme Saddam Hussein et Kadhafi, antisémites pro-Palestiniens et islamophobes pro-Israéliens, catho intégristes et pro-laïcité, ultra-libéraux et partisans d'un État fort...). La stratégie de Marine Le Pen consiste à intégrer dans son « Rassemblement bleu-marine » des souverainistes souvent issus du Mouvement

pour la France de Philippe de Villiers ou des personnalités issues du centre-droit et du Parti radical comme l'avocat Gilbert Collard. En vue d'échéances électorales comme les municipales de 2014 et les européennes de 2015, elle maintient un cadre de discussion avec l'extrême droite radicale (Identitaires et autres groupuscules violents). Avec la défaite de Sarko, elle table sur le ralliement à terme de franges comme la Droite populaire.

## Le racisme de l'an 2000

Le point commun de toutes ces extrêmes droites et droites extrêmes est le nationalisme, la défense des valeurs traditionnelles, de l'« identité nationale », du « mode de vie », la dénonciation des immigrés et de l'« islamisation » de l'Europe et une haine du mouvement ouvrier organisé, renvoyé dos-à-dos avec le capitalisme international.

Autant de thèmes qui ne leur sont pas propres. Le racisme progresse sous une forme plus insidieuse qu'au vingtième siècle. On entendra rarement aujourd'hui parler de « races » ou d'« inégalités génétiques ». La cible des attaques est l'autre civilisation, celle réputée plus obscurantiste, moins tolérante, plus sexiste ou moins sérieuse que la « nôtre ». Il y aurait un « choc des civilisations » entre un Occident porteur de la « Lumière » et des pays de culture musulmane qui

« nous » menaceraient, une Afrique subsaharienne incapable de se développer car « l'homme africain » ne serait pas « entré dans l'histoire », des pays émergents incapables de respecter les droits de l'homme et de pratiquer la démocratie...

Ces discours sont l'héritage du colonialisme, d'une culture du « fardeau de l'homme blanc » issue du dix-neuvième siècle. Elle imprègne jusqu'à la gauche traditionnelle. Dans les discours du PS, d'Europe-écologie et du Front de gauche, on entend parler du « rayonnement » et de la « grandeur » de la « nation » et de la « République », sans remise en question de ses politiques néo-coloniales et de son empire d'Outre-mer.

communiste, Marx décrit ces classes sociales qui combattent les capitalistes parce qu'ils menacent leur existence en tant que classes moyennes : « Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices (...) : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. » (1)

Comme l'a analysé un militant du Front de gauche, Hendrik Davi (2), l'extrême droite est cette année en recul dans les grandes villes et les banlieues ouvrières. Elle chute de plus de cinq points à Lyon, Toulouse, Montpellier et Nice et de quatre à Lille, Paris et Marseille. À Saint-Denis (93) là où Le Pen et Mégret totalisaient 17,82% en 2002, Marine Le Pen en fait 9,9. Dans l'Est, de la Lorraine aux régions PACA

le patron français qui exploite, celui-là même qui est pourtant montré à longueur de temps dans les médias comme un exemple de la réussite et un artisan de la « grandeur de la France ».

## Des tâches pour en finir

Il n'y a pas pour le moment de « danger fasciste » en France, ni même en Europe : les classes dominantes ne font pas le choix d'en finir avec la démocratie représentative, avec le droit de s'organiser syndicalement ou politiquement, avec la liberté d'expression... Il n'y a pas de milice armée allant briser les piquets de grève, rafler les immigrés ou les Juifs, tenant des quartiers, mettant en place un contre-État... N'attendons pas que ce soit le cas !

Dans les mois et les années à venir, les antifascistes conséquents auront trois tâches pour enrayer et inverser la progression de l'extrême droite :

- Être les meilleurs opposants à l'austérité « de gauche », en portant un programme d'urgence pour les besoins de la majorité de la population. Il passe par un rapport de forces avec la minorité de possédants, par l'unité pour reprendre ce que les capitalistes nous ont volé et par la solidarité avec les autres peuples en lutte pour la même chose.

- Ne pas laisser un pouce à l'extrême droite, en ne lui laissant aucun moment de répit quand elle se montre dans un

quartier populaire, une fac ou à la porte d'une entreprise. Il ne s'agit pas d'aller « casser du facho » dès qu'en en voit un, mais d'entraîner nos collègues, nos camarades, nos voisins pour signifier à l'extrême droite que ses idées de haine ne sont pas les bienvenues.

- Reprendre l'offensive face au racisme, avec des campagnes pour l'arrêt des expulsions, la fermeture des centres de rétention, la régularisation des sans-papiers, l'égalité des droits avec le droit de vote à toutes les élections et l'accès aux aides sociales pour tous et toutes...

Ces batailles sont vitales pour reconstruire l'unité de notre camp social et lancer la contre-offensive face à ceux qui veulent nous faire payer la crise. Nous les proposons à tous celles et ceux qui comme nous s'inquiètent de l'ascension du FN.

**JB (Comité jeunes 92 nord)**

La progression de l'extrême droite en Europe

Pays	Parti(s)	Dernières élections nationales	Score	Classement
Autriche	FPÖ et BZÖ	Législatives, 2008	18% et 11%	3ème et 4ème
	FPÖ	Présidentielle, 2010 (1)	15,00%	2ème
Bulgarie	Ataka	Présidentielle, 2011	3,64% (2)	4ème
Danemark	Parti populaire danois	Législatives, 2007	13,80%	3ème
Finlande	Parti des « Vrais Finlandais »	Législatives, 2010	19,00%	3ème
Hongrie	« Jobbik »	Législatives, 2010	16,67%	3ème
Pays-Bas	Parti pour la liberté	Législatives, 2010	15,40%	3ème
Suède	Parti des Démocrates suédois	Élections générales, 2010	5,70%	6ème
Slovaquie	Parti national slovaque	Législatives, 2010	5,07%	6ème
Slovénie	Parti national slovène	Législatives, 2011	5,45%	5ème
Suisse	Union démocratique du centre	Conseil national, 2011	29,00%	1ère

(1) Au suffrage universel, mais avec peu d'enjeux politiques et seulement trois candidats.

(2) Il avait obtenu 21,5% des suffrages en 2006 et avait accédé au second tour.

## Quelle différence entre l'extrême droite et les autres partis ?

Il existe une extrême droite populiste, qui sert de réservoir d'idées, qui aide la droite à se décomplexer. Ce qui distingue l'extrême droite fasciste, ou du moins fascisante, ce n'est pas tant qu'elle est encore plus raciste, sécuritaire et réactionnaire. C'est qu'elle a un rôle historique.

Dans une période de crise, la classe dirigeante peut perdre le contrôle pour deux raisons : elle ne peut plus gouverner comme avant car aucun de ses plans ne parvient à sauver le capital et le camp des exploités et des opprimés ne supporte plus d'être gouverné comme avant. Il est des périodes où la classe dominante peut s'appuyer sur des partis autoritaires, antidémocratiques, farouchement opposés aux luttes des salariés, aux grèves, aux syndicats, à la démocratie parlementaire et ultra-nationalistes. La base de ces partis est composée par « ceux du milieu », les couches des non salariés, des petits commençants et artisans, qui subissent la crise de plein fouet sans pouvoir compter sur la solidarité de leurs semblables et sont nostalgiques d'une période où la grande industrie ne leur faisait pas concurrence. Dans le Manifeste

et Languedoc-Roussillon, ses résultats sont stables et non en progrès. La progression du FN se fait surtout dans des départements ruraux de l'Ouest où il était très faible (Dordogne, Cantal, Landes, Charentes...). Ces zones ont été victimes des fermetures d'usine, de la disparition des services publics. Les scores du FN y sont des transferts de voix de salariés qui avaient voté pour Sarkozy 2007, séduits par son discours volontaristes. Sans doute le Front de gauche relativise-t-il le score du FN en masquant les phénomènes de « boboisation » des banlieues pour apparaître comme celui qui progresse le plus dans les catégories populaires. Il n'en reste pas moins que le vote FN est plus rural qu'urbain, et que l'implantation militante du FN dans les quartiers populaires est quasi-nulle.

En Grèce, la montée de l'extrême droite populiste se fait dans ces mêmes couches, qui peuvent à quelques semaines d'intervalle aller de la gauche radicale à l'extrême droite (3). Certes, Marine Le Pen arrive également en tête des votes ouvriers, avec 29% (4)... Il y a dans le vote FN le signe d'une perte des repères et des espoirs du camp des exploités. Il est plus facile de lorgner sur ce que possède (ou est supposé posséder) son voisin, que de s'allier à lui pour reprendre ses biens à ceux d'en haut. Il est plus facile de dénoncer des pouvoirs invisibles (« la finance internationale », « les technocrates ») que d'expliquer que l'ennemi, c'est

## Notes :

(1) Chapitre 1, « Bourgeois et prolétaires »

(2) <http://blogs.mediapart.fr/blog/hendrik-davi/230412/depuis-2002-l-extreme-droite-recule-dans-les-villes>

(3) Voir l'analyse du militant anticapitaliste grec Yorgos Mitralias : <http://www.cadtm.org/Soixante-sept-ans-apres-la-fin-de>

(4) <http://www.slate.fr/france/53797/jeunes-ouvriers-vote-cela-ne-prend-en-compte-que-les-ouvriers-qui-ont-vote-alors-que-la-majorite-s-est-abstenue-et-que-beaucoup-ne-sont-meme-pas-inscrits-sur-les-listes-electorales>

# Universités : les PRES entrent en application La mise en concurrence s'accélère

**A**vec la mise en application de la loi sur l'autonomie des universités (LRU), les facs doivent demander de l'argent au ministère non pas en fonction de leurs besoins (selon le nombre d'étudiants d'inscrits) mais en fonction des projets d'excellence qu'elles doivent élaborer pour continuer à bénéficier de financements. Elles subissent des pressions de la part du ministère qui souhaite leur faire appliquer les réformes par un chantage au financement à la performance. Chaque université court ainsi après les appellations du type IDEX (Initiative d'excellence) ou LABEX (Laboratoire d'excellence) permettant d'obtenir des financements.

Les universités créent ainsi des superstructures, les PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur), où les décisions concernant ces établissements se prennent à un niveau plus élevé, dans des conseils d'administrations où le nombre de représentants étudiants et personnels ne constitue qu'un tiers de l'ensemble. Les principaux concernés sont ainsi dépossédés des prises de décisions.

Ce qui est en jeu, c'est notamment la création facilitée de filières d'excellence qui capteraient le gros des financements. Tandis que les masters pro et licences coûteuses se développent pour financer le reste. Le résultat est donc une hausse considérable de la sélection sociale. De plus, les PRES associent également des écoles privées, qui bénéficient par ce biais de l'argent de l'Etat. Celles-ci peuvent ainsi délivrer des diplômes

nationaux sans en respecter les exigences en matière de qualité, d'objectivité...

## À Nancy, l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire

Le but affiché est de favoriser la « cohérence » entre les universités et d'avoir une visibilité à l'international. Dans un même PRES coexistent ainsi des facs ayant des filières en commun. Seulement, ce qui n'est pas dit, c'est qu'à terme les licences ou masters qui sont considérés comme peu rentables ou ayant trop peu d'effectifs dans une fac, ou qui existent déjà dans l'autre fac seront supprimés dans la première. C'est ainsi que les étudiants en licence à Metz qui veulent poursuivre en master doivent pour beaucoup d'entre eux aller à Nancy. Les suppressions de postes voulues par le gouvernement sont donc facilitées par le PRES.

La mise en concurrence des facs et la mise en place d'un enseignement supérieur à deux vitesses ne fait que commencer. Et les présidences de fac veulent à tout prix avoir leur place au



soleil. Le passage en PRES de Paris 8 Saint Denis et Paris 10 Nanterre vient ainsi d'être voté lors du second CA en mai, et surtout durant la quatrième semaine de cours depuis la nouvelle présidence de Nanterre.

C'est dès maintenant qu'il est possible de se mobiliser sur les universités où le passage au PRES n'a pas encore été

voté. Mais surtout, pour les nombreuses facs où les PRES ont déjà été adoptés, il faut se préparer collectivement à faire face aux conséquences, les restrictions budgétaires qui s'appliqueront sur toutes les universités dès la rentrée, et cela peu importe là couleur politique du gouvernement.

D'où la nécessité d'impulser dans l'enseignement supérieur un mouvement mettant en avant la nécessité d'un financement 100% public, avec des diplômes nationaux, et pour mettre fin à la concurrence entre établissements.

# Sarkozy et l'apprentissage : de gros reculs pour les jeunes travailleurs

**E**n cinq ans, sous prétexte de lutter contre la crise, Sarkozy et sa bande ont lancé une série d'attaques contre la jeunesse. Le développement de l'apprentissage est l'une d'entre elles, permettant aux employeurs de disposer de salariés payés à partir de 25% du SMIC. Sous sa forme actuelle, l'apprentissage (et, plus généralement, l'alternance) ne sert qu'à une chose: exploiter les jeunes pour réaliser encore plus de profits.

## Pour les patrons, une main d'oeuvre bon marché

La loi Cherpion, votée en août 2011, instaure un quota obligatoire de 5% d'alternants dans les entreprises de plus de 250 salariés. Sous

prétexte de réduire le chômage des jeunes, il s'agit de remplacer des postes en CDI par ce contrat précaire et mal rémunéré qu'est l'alternance. En effet, avec cette loi, un patron peut proposer deux contrats de professionnalisation de suite au même jeune, preuve qu'il s'agit bien là de postes pérennes dont on veut simplement réduire le coût. Et les contrôles préalables à leur signature par l'administration sont supprimés. Cela sans compter les exonérations de charges dont bénéficient les entreprises qui ont recours à ce dispositif.

## Pour les jeunes, une formation dégradée

Comment convaincre plus de lycéens d'entrer en apprentissage? En allant les chercher dès le collège! C'est le sens d'un décret du 15

février 2012, qui crée des "dispositifs d'alternance personnalisés", destinés aux collégiens qui "éprouvent des difficultés" ou qui "manifestent des besoins éducatifs particuliers". Et ce dès la classe de 4ème, avec comme perspective l'entrée en apprentissage à 16 ans. C'est donc dès l'âge de 14 ans que s'effectue la sélection. D'ailleurs, ces formations sont souvent des conditionnements à l'exercice d'un métier cloisonné, donc d'un ensemble de compétences que le salarié ne pourra que rarement employer dans un autre poste.

Le NPA revendique au contraire une éducation de qualité pour tous les jeunes, la création d'un million d'emplois dans le service public, la transformation de tous les contrats d'apprentissage et de professionnalisation en CDI, et l'interdiction de payer des salariés en-dessous du SMIC !

# L'éducation nationale aujourd'hui c'est toujours plus pour les riches, des miettes pour les autres !

**P**endant 5 ans, le gouvernement Sarkozy s'en est pris à l'Education Nationale. Suppression de dizaines de milliers de postes, fermeture de classes et de filières... Le rapport de la cour des comptes paru

en avril illustre cette dérive. Ainsi, en 2011, l'académie de Créteil a gagné 3836 élèves dans le secondaire et perdu 426 postes. Au contraire, l'académie de Paris avec 1000 élèves en plus a obtenu 20 poste supplémentaires.

Ce rapport vient remettre en cause le discours dominant, qui affirme que les établissements classés ZEP sont priorités. En fait, ce sont les lycées où étudient les milieux les plus aisés qui sont réellement favorisés. L'Etat

débourse moins pour un lycée en ZEP à Créteil que pour un lycée général parisien.

L'égalité à l'Ecole est un mensonge, c'est en fonction de l'appartenance sociale

que les droits sociaux sont accordés et cette discrimination commence dès l'enfance. Pour obtenir une éducation de qualité pour tous, ne comptons sur personne d'autre que nous-mêmes.

# 3 JOURS POUR CHANGER LE MONDE !

Dans la situation actuelle, de nombreuses questions se posent à celles et ceux qui veulent en finir avec ce système pour construire une autre société. Comment résister ? Quels sont les moyens d'actions les plus efficaces ? Que retenir des luttes sociales passées et présentes ? Pour répondre à ces questions, comme pour en explorer de nouvelles, les jeunes du NPA organisent le premier week-end de juin 3 jours pour débattre ensemble et préparer les prochaines luttes sociales, 3 jours pour comprendre le monde... pour mieux pouvoir le changer ! Participation aux 3 jours : 10 euros

## Vendredi 1er juin

Meeting d'accueil à 19h30 avec Philippe Poutou et Olivier Besancenot (sous réserve)

## Samedi 2 juin

Formation / débat à 10h : De la démocratie réelle à la révolution...

## Ateliers à 14h :

- antiracisme et luttes des sans-papiers
- qu'est-ce que l'exploitation capitaliste ?
- l'oppression des LGBTI

Projection / débat à 16h30 : Où en est la révolution tunisienne ?

## FÊTE DU NPA À 19H30

## Dimanche 3 juin

- Ateliers à 10h :
- l'oppression spécifique des femmes
  - l'histoire de la révolution russe
  - comment lutter contre le FN et l'extrême-droite ?

Formation / débat à 13h : Quelle organisation construire pour changer le monde ?

# LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES : DE LA RÉVOLTE À LA RÉVOLUTION !

Cette année, le camp des Rencontres Internationales de Jeunes aura lieu en Etat Espagnol.

Les RIJ sont un camp de jeunes anticapitalistes, organisé par les jeunes de la Quatrième Internationale (regroupement international d'organisations révolutionnaires, présent dans plus de quarante pays) et des organisations comme le NPA qui entretiennent des relations de solidarité politique avec elle.

Rafa, militant jeune du NPA, témoigne de la situation politique en Etat Espagnol :

Un nouveau cycle de lutte s'est ouvert. D'abord avec la timide tentative de grève générale le 29 septembre 2010 contre les mesures d'austérité du gouvernement Zapatero (socialiste, PSOE). Puis le peuple espagnol s'est reconnu

dans les militants tunisiens et égyptiens qui se battaient pour la démocratie. Car ici le Roi a toujours sa tête, les médias sont corrompus et très liés au pouvoir, le droit de grève, à peine formel, s'évanouit quand le chômage atteint près de 22% (5 millions de travailleuses) : la "transition" n'a pas changé de régime. Tahrir s'est invitée puerta del Sol, les Indignad@s et Juventud sin Futuro (Jeunesse sans Avenir) ont installé les tentes au soleil : la détermination a été plus forte que la police. C'est le mouvement du 15 mai (15-M), pour la démocratie réelle (Democracia Real Ya!), à l'initiative des mobilisations massives du 19 juin et du 15 Octobre.

La crise et le bilan désastreux du gouvernement de Zapatero ont attisé le discrédit envers les institutions, sans empêcher pour autant la droite de Rajoy (PP, Partido Popular ; plus à

droite que l'UMP, il organise en son sein des courants d'extrême droite franquistes) de reprendre le pouvoir. La voilà presque hégémonique, dans les municipalités, les communautés ("régions"), et au gouvernement depuis sa victoire le 20 novembre dernier. L'offensive ne s'est pas fait attendre : Rajoy lance une attaque sans précédent contre le droit du travail. Allonger la période d'essai avant embauche ; autoriser le licenciement sans justification pour les petites entreprises ; modifier le contrat de travail - horaires, durée, salaires, poste - pour raisons "économiques, techniques, organisationnelles et productives" ; autoriser le licenciement pour arrêt maladie dépassant 20% du temps de travail sur deux mois consécutifs, soit 8 à 10 jours... bref, il s'agit de dépouiller les salariés, déréguler les conditions de travail, donner toute liberté aux patrons pour

modifier salaire, conditions et organisation du travail, discipliner les travailleurs par le chantage au licenciement.

La grève générale du 29 mars fut convoquée par l'ensemble des organisations politiques et syndicales de gauche, ainsi que par le mouvement du 15-M et Juventud Sin Futuro.

La préparation fut massive, tous les jours, partout, des distributions de tracts. Bien que la grève soit convoquée le 29, c'est le 28 au soir que se retrouvent les militants dans la rue. Pas de grève générale sans piquets : la pression sur les travailleurs est énorme, au point qu'un collectif de salariés de 200 entreprises s'est monté sur internet pour demander aux "piqueteros" de passer fermer leurs boîtes pour leur permettre de manifester !

200.000 manifestants, dira El País vendredi matin. Le

gouvernement, toujours à l'offensive, annonce les coupes budgétaires : -17% en moyenne ! C'est la faillite annoncée des systèmes publics de santé ou d'enseignement supérieur... La suite ? Pas encore de réaction des syndicats. C'est pas leur habitude de réagir à chaud.

Pas de repos pour les camarades : le premier congrès d'Izquierda Anticapitalista, maintes fois repoussé, a été maintenu pour ce lendemain de grève générale. 100 délégués (pour 500 militants, en progression) confirment durant le week-end, à 80% et dans une ambiance fraternelle, le projet de reconstruction d'un parti anticapitaliste indépendant.

Résurrection de l'extrême-gauche en Espagne ?

26 avril 2012

# CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX

**[ 29<sup>e</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES DU 29 JUILLET au 5 AOÛT 2012 dans L'ÉTAT ESPAGNOL ]**

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

## Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom ..... Adresse ..... Ville .....  
 Prénom ..... Téléphone .....  
 STATUT : ..... Code postal ..... e-mail .....

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL  
 CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // Rédaction : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM  
 npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (chèque à L'ORDRE DE ALEA)
- Je VEUX des INFORMATIONS SUR LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES (DU 29 JUILLET au 5 AOÛT dans L'ÉTAT ESPAGNOL)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA



Mai 2012  
 www.npa2009.org  
 http://npa.jeunes.free.fr  
 contact-jeunes@npa2009.org

# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

**L'étincelle anticapitaliste**  
 Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution  
 Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste  
 Directeur de publication : Jean Baptiste Tondu  
 Impression : Rotographie - Montreuil.  
 Numéro ISSN : en cours.  
 Numéro de commission paritaire : en cours.  
 Tirage : 1000 exemplaires.

**ABONNEZ-VOUS !**  
**à Tout est à nous !**

